

Service environnement  
19 rue Montesquieu  
BP 90795  
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 23 août 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GAEC H2O (SITE LA LUCTIERE)**

LA CHENELIERE  
Saint Germain L'Aiguiller  
85390 MOUILLERON SAINT GERMAIN

**Nos Références : 23-1629 VJ**

**Code AIOT : 0058502086**

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 août 2023 dans l'établissement GAEC H2O (site La Luctière) implanté "La Luctière" – Mouilleron en Pareds à MOUILLERON SAINT GERMAIN (85390). L'inspection a été annoncée le 17/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GAEC H2O (SITE LA LUCTIERE)
- "La Luctière" – Mouilleron en Pareds - 85390 MOUILLERON ST GERMAIN
- Code AIOT : 0058502086
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GAEC H2O est répertorié par l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 11-DRCTAJ/1-617 du 3 août 2011 pour un élevage de 60 400 volailles (poulets et dindes).

Un récépissé de déclaration (preuve de dépôt n° A-0ILQGVUW6S) a été délivré le 24 janvier 2020 pour une activité de compostage soumise à la rubrique 2780 1-c de la nomenclature des installations classées.

Les exploitants ne compostent que les fumiers de volailles et ont rompu la convention de reprise

avec la société de compostage COOP EVEIL.

Un attestation de déclaration en date du 9/05/2022 a également été délivrée aux exploitants concernant le stockage de 1440 m<sup>3</sup> de paille relevant de la rubrique 1530-2 de la nomenclature des installations classées.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- vérification des effectifs,
- compostage des effluents,
- stockage des divers produits,
- MTD,
- vérifications électriques,
- sécurité incendie,
- gestion des déchets.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
16	Compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.9	/	<b>Action corrective demandée (délai 6 mois)</b>
18	Conformité de l'installation à la demande d'autorisation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	/	<b>Action corrective demandée (délai 6 mois)</b>

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	/	Conforme
2	Intégration dans le paysage et propreté	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Conforme
3	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	/	Conforme
4	Propreté – Insectes – Rongeurs	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	/	Conforme
5	Accessibilité de l'installation	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	/	Conforme
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Conforme
7	Installations électriques et techniques – Plans – FDS	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	/	Conforme
8	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I	/	Conforme

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Stockage des effluents en zone vulnérable	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	/	Conforme
10	Collecte des eaux de pluie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	/	Conforme
11	Compostage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29	/	Conforme
12	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	/	Conforme
13	Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, <b>article 35</b>	/	Conforme
14	Mise en œuvre des MTD	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41	/	Conforme
15	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	/	Conforme
17	Compostage	Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5.5	/	Conforme

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation avicole est bien tenue, propre et ordonnée. Toutefois, suite à la création d'une unité de compostage, quelques mise en conformité sont nécessaires afin de justifier que le compost produit est bien normé.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> <li>- le registre des risques (art. 14) ;</li> <li>- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;</li> <li>- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;</li> <li>- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;</li> <li>- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;</li> <li>- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ».</li> </ul> </li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour du contrôle, les effectifs sont de 33875 poulets et dindes répartis dans les 2 bâtiments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 6779 dindes (4280 mâles et 2499 femelles) dans le bâtiment A ;</li> <li>- 27096 poulets dans le bâtiment B</li> </ul> <p>Les fiches d'élevage nous ont été présentées. L'effectif est conforme à l'arrêté préfectoral n°11-DRCTAJ/1-617 du 3 août 2011 autorisant l'exploitation à élever 60400 volailles. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont également mis à notre disposition.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'ensemble des installations et leurs abords sont bien entretenus, ordonnés et propres.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Nature et risques des produits

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose en version informatique et papier des fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans son installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Propreté – Insectes – Rongeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b> Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés. Les exploitants détiennent un contrat de dératisation avec la société PUAUD L3D. La dernière intervention a été réalisée le 4 août 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Accessibilité de l'installation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b> Un accès suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre relie la voie publique et l'intérieur du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.</p> <p>A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.</p> <p>La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.</p> <p>Ces moyens sont complétés :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;</li> <li>- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.</li> </ul> <p>Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;</li> <li>- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;</li> <li>- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;</li> <li>- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;</li> </ul> <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation dispose d'extincteurs qui ont fait l'objet d'une vérification par l'entreprise VIAUD à ECHIRE (79) le 7 avril 2023. Les vannes de barrage de gaz sont installées à l'entrée du bâtiment B dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. La défense extérieure contre l'incendie est assurée par un point d'eau naturel référencé par le SDIS ainsi qu'un poteau incendie implantés à proximité des bâtiments. Dans les sas, les numéros d'appel d'urgence sont affichés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant nous présente une attestation de vérification des installations électriques réalisée par la société MIEE (Maintenance Installation Equipements Electriques) à MONTOURNAIS le 25 avril 2023. Ces vérifications sont réalisées chaque année bien que l'exploitation n'emploie ni salarié ni stagiaire sur le site avicole. Le document présenté précise que le bâtiment B est conforme aux normes électriques en vigueur et que la mise aux normes du coffret électrique concernant la bâtiment A est à prévoir. L'exploitant nous indique que le coffret électrique sera changé en fin d'année.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 8 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides. I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : — 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; — 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé. Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi. L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse. L'exploitant veille au bon état des rétentions. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b> Les produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement sont stockés dans une armoire dédiée avec bac de rétention dans une pièce fermée dans le hangar à matériel. Une cuve à fioul à double paroi de 700 litres est présente dans ce hangar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Stockage des effluents en zone vulnérable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
<b>Constats :</b> Les fumiers de volaille des deux bâtiments sont acheminés vers la station de compostage dès leur sortie. Celle-ci est couverte.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Collecte des eaux de pluie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.
<b>Constats :</b> Les eaux pluviales provenant des toitures sont dirigées vers le milieu naturel. Seul le bâtiment B est équipé de gouttières. Le bâtiment A plus ancien, dispose d'un caniveau et de regards dirigeant ces eaux vers le milieu naturel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 29
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les composts sont élaborés, préalablement à leur épandage, dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les andains font l'objet d'au minimum deux retournements ou d'une aération forcée,</li> <li>- la température des andains est supérieure à 55 °C pendant quinze jours ou à 50 °C pendant six semaines.</li> </ul> <p>Lorsque les quantités des matières traitées dépassent les seuils de la rubrique 2780 prise en application du livre V du code de l'environnement, les installations correspondantes sont déclarées, enregistrées ou autorisées à ce titre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une station de compostage a été construite sur le site en 2021. Elle a fait l'objet d'une télédéclaration en préfecture le 24 janvier 2020 sous la rubrique 2780-1 c pour un volume de 5.5 tonnes par jour. Cette déclaration a été enregistrée par la Préfecture de Vendée le 28 janvier 2020. A ce titre, l'exploitation est soumise à l'arrêté du 12/07/11 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de compostage soumises à déclaration sous la rubrique n° 2780. Le bâtiment d'une surface de 697 m<sup>2</sup> est recouvert par des panneaux photovoltaïques. Il dispose de deux zones de stockage et deux zones de maturation. Une fosse de récupération des jus est présente derrière le bâtiment. Le compost est obtenu à l'aide du procédé VAL'ID. L'aération et la température sont contrôlées et la gestion informatisée permet une traçabilité de toutes les phases du process.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 12 : Déchets et sous-produits animaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans un hangar fermé. Avant leur enlèvement par l'équarrisseur, les volailles sont d'abord placées dans des congélateurs étanches. Ils sont ensuite stockés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés à l'entrée du site sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Un bon en date du 2 août 2023 nous est présenté.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement.</p> <p>Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015.</p> <p>Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite.</p> <p>Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les médicaments vétérinaires non utilisés sont stockés dans un contenant spécifique avant d'être éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé PROSERVE DASRI aux HERBIERS, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement. Le dernier en date du 16 février 2022 nous est présenté. Les autres déchets de l'exploitation, bidons vides, sacs et boîtes notamment sont repris par la CAVAC. L'exploitant nous présente une attestation de remise en date du 19 juillet 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 14 : Mise en œuvre des MTD

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 41
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation autorisée après la parution des conclusions MTD met en œuvre les meilleures techniques disponibles. Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'exploitant choisit, précise et justifie dans le dossier de demande d'autorisation les meilleures techniques disponibles qu'il met en œuvre, au sein du document prévu à l'article R. 515-59 du code de l'environnement. L'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés.
<b>Constats :</b> Les MTD ci-dessous ont été contrôlées au regard de celles déclarées dans le dossier de réexamen validé par donné-acte du 8 janvier 2020. Les MTD suivantes correspondent à celles pour lesquelles les exploitants se sont engagés (conformes) : - MTD 3 et 4 : l'alimentation est en multiphasés avec adjonction d'additifs alimentaires visant à réduire les quantités d'azote et de phosphore excrétés (étiquettes aliments présentées) ; - MTD 25 : La déclaration GERE 2022 a été réalisée. Les émissions d'ammoniac sont estimées à l'aide d'un bilan massique sur l'azote ; - MTD 32 et 34 : Le bâtiment A est équipé d'une ventilation statique associée à un système d'abreuvement ne fuyant pas (pipettes). Des ventilateurs ont été ajoutés. Le bâtiment B est équipé d'une ventilation dynamique associée au même système d'abreuvement ; - MTD 5 : les consommations d'eau sont enregistrées quotidiennement sur la fiche d'élevage ; - MTD 6 : l'ensemble de l'installation est maintenue en bon état de propreté, les eaux pluviales sont dirigées vers le milieu naturel et sont bien séparées des eaux résiduelles. Pas de non conformité observée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 15 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020
<b>Constats :</b> La déclaration des émissions polluantes 2023 (GERE) pour l'année 2022 a été réalisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.9
<b>Thème(s) :</b> Autre, utilisation du compost
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour utiliser ou mettre sur le marché, même à titre gratuit, le compost produit, l'exploitant doit se conformer aux dispositions des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime relatifs à la mise sur le marché des matières fertilisantes et supports de culture.</p> <p>La matière issue du compostage peut être utilisée comme matière intermédiaire destinée à la fabrication d'une matière fertilisante ou d'un support de culture si elle respecte au minimum les teneurs limites définies dans la norme NFU 44-051 concernant les éléments traces métalliques et composés traces organiques. Sa teneur en éléments indésirables (morceaux de plastiques, de métaux, de verres) doit également être conforme aux valeurs limites de la norme NF U 44-051 dans les cas où la fabrication du compost fini ne fait pas appel à une étape d'élimination de ces éléments indésirables.</p> <p>Les résultats d'analyses et justificatifs correspondants relatifs aux composts mis sur le marché et aux matières intermédiaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique détenir une analyse de compost pour chaque lot. Il nous présente un résultat d'analyse réalisé par AUREA le 20/02/2023. Il s'agit d'une analyse agronomique. Celle-ci ne nous permet pas de vérifier la conformité du produit à une norme. Ces analyses agronomiques ne sont pas suffisantes. Les composts doivent également respecter des seuils d'innocuité (éléments traces métallique et microbiologiques). L'inspection souligne que cette analyse ne fait pas référence à la norme 44-051 et ne reprend pas les seuils limites fixés par cette norme. De plus les éléments traces métalliques et microbiologiques n'apparaissent pas dans l'analyse fournie. L'exploitant doit nous indiquer son mode de vérification de ses lots de compost par rapport à la norme et les fréquences de contrôles appliqués selon les type d'analyse. Il est rappelé que les composts qui ne respecteraient pas la norme d'application obligatoire doivent soit être soumis à un plan d'épandage, soit être orientés vers une installation de traitement de déchets.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée sous un délai de 6 mois</b>

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/07/2011, article 3.5.5
<b>Thème(s) :</b> Autre, Enregistrements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit un bilan annuel de la production de compost, que ce dernier soit mis sur le marché, distribué gratuitement, valorisé ultérieurement ou éliminé en tant que déchet. Il tient en outre à jour un registre de sortie mentionnant sa destination: mise sur le marché conformément aux articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime, traitement (compostage, séchage...), épandage ou élimination (mise en installation de stockage, incinération ...).</p> <p>Dans le cas où le compost est mis sur le marché, ce registre indique notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date, la quantité enlevée, les références du lot et les caractéristiques du compost (analyses) par rapport aux critères spécifiés au point 3.9,</li> <li>- l'identité et les coordonnées du client.</li> </ul> <p>Le registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition des services en charge du contrôle des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle chargées des articles L.255-1 à L.255-11 du code rural et de la pêche maritime.</p> <p>Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Seuls les fumiers issus des deux bâtiments avicoles sont compostés dans cette station, contrairement à ce qui était indiqué sur la déclaration en date du 24 janvier 2020. Le compost produit par cette station est en partie utilisé par les exploitants pour épandage sur leurs terres, soit vendu à deux autres exploitants. Des factures sont remises à ces deux clients accompagnées de l'analyse correspondante. L'exploitant enregistre les entrées et sorties sur des fiches de suivi. Un pont bascule installé par les exploitants générant des bons de pesée permet d'évaluer au plus juste ces volumes. Les renseignements concernant la destination du compost (nom client, date départ et volume) sont consignés sur un autre cahier.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 18 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Dossier
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'autorisation.
<b>Constats :</b> Une télédéclaration a été réalisée le 24 janvier 2020 (preuve de dépôt n°A-0ILQGVUW6S) et enregistrée par la préfecture de Vendée le 28 janvier 2020 concernant la création d'une station de compostage soumise à la rubrique 2780-1-c. L'exploitant précisait traiter 600 tonnes de fumer de volailles et 1400 tonnes de fumer de bovins (autre exploitation du GAEC) soit 2000 tonnes par an ou 5.5 tonnes par jour. Lors de l'inspection, l'exploitant indique ne composter que les fumiers issus de ses deux bâtiments de volailles, soit 600 tonnes maximum par an. Ce volume est inférieur au seuil de la rubrique 2780. Un porté à connaissance devra être transmis à la préfecture afin d'acter les modifications réalisées sur l'exploitation, l'installation n'exploitant plus son installation conformément aux documents joints à la demande d'autorisation. De même, l'exploitant devra joindre la résiliation du contrat de reprise qui le liait avec la société COOP EVEIL qui reprenait ses fumiers de volailles.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> <b>action corrective demandée sous un délai de 6 mois</b>